

Comment lutter contre la chaleur urbaine ?

Entretien avec Philippe Simay

par Florent Guénard

Lutter contre la chaleur urbaine ne peut pas passer par une adaptation très superficielle, mais par une transformation de notre manière de construire et d’habiter un monde à la fois fragile et hostile.

Maître de conférences en philosophie à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville, **Philippe Simay** est le cofondateur de la revue [Métropolitiques.eu](https://www.metropolitiques.eu). Il a animé la série documentaire Habiter le monde pour Arte. Ses travaux portent sur les approches sensibles de la ville ainsi que sur les conditions matérielles, écologiques et politiques de de la construction et de l'habiter contemporain. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment *La Ferme du rail : pour une ville écologique et solidaire* (Actes Sud, 2022, avec Clara Simay), *Bâtir avec ce qui reste. Quelles ressources pour sortir de l'extractivisme ?* (Terre urbaine, 2024) et *Matériaux, un catalogue critique. Construire le monde autrement* (La découverte, 2026, avec Armelle Choplin).

***La Vie des idées* : Les épisodes caniculaires se multiplient et les villes, encore plus que le reste du territoire, deviennent inhabitables. Ne faut-il pas penser leurs**

transformations plutôt que de veiller à des adaptations nécessairement insuffisantes ?

Philippe Simay : Il est évident qu'il faut adapter les villes aux canicules, car leurs conséquences au quotidien sont dramatiques : saturation des services d'urgence, dégradation des conditions d'apprentissage, perturbation des transports, etc. Sur ce point, il n'y a pas de débat. Depuis des années, les rapports du GIEC nous alertent sur l'intensification des vagues de chaleur, le Haut Conseil pour le climat ou des ONG comme le Réseau Action Climat soulignent notre retard dans la préparation des territoires et la nécessité d'investissements massifs. Il est douloureux de constater que certains découvrent ou feignent de découvrir l'urgence de la situation. Et plus encore que depuis plusieurs années, les moyens publics diminuent. Le Fonds vert, qui accompagne les collectivités dans leurs projets de transition écologique, est passé de 2,4 milliards d'euros en 2024 à 837 millions. Quant à l'ADEME, l'agence de la transition écologique dont l'action est unanimement saluée, elle a connu une baisse financière de 350 millions en deux ans. Touchées au plus près par le changement climatique, les coupes budgétaires opérées par le gouvernement suscitent un sentiment profond d'abandon et de colère dont la traduction politique demeure incertaine.

Ceci dit, le mot adaptation n'est pas sans ambiguïté. Il peut s'apparenter à un changement marginal, une façon de maintenir ce qu'il faudrait justement transformer. On adapte les bâtiments et les équipements publics, mais sans mettre en question les modes de production de la ville qui rendent ces adaptations chaque jour plus nécessaires. Or s'adapter sans viser la descente énergétique de nos sociétés ne fait que repousser le problème. Nous ne sommes visiblement pas prêts à envisager une sobriété structurelle, et il convient de se demander pourquoi. Cette manière d'absorber les effets du dérèglement climatique sans s'attaquer aux causes me semble également caractéristique d'une lecture profondément anthropocentrée. Nous voulons préserver des conditions de vie acceptables pour les humains sans nous demander si la ville et, plus largement, les mondes anthropisés demeurent viables pour les autres êtres vivants. Le débat médiatique et politique sur la climatisation en est une expression symptomatique. Une ville peut être davantage adaptée à nos besoins en climatisant les bâtiments, quitte à augmenter la température extérieure, au détriment des insectes, des animaux, des sols vivants. Mais ce sursaut d'égoïsme ne nous sauvera pas. Pour reprendre les mots d'Aldo Leopold, nous ne sommes que des compagnons de route des autres espèces dans l'odyssée de la vie. Si elles meurent, nous mourrons aussi, même au frais.

La Vie des idées : S'agit-il selon vous d'un déni écologique ?

Philippe Simay : La plupart d'entre nous savons que le climat se dérègle et pourtant cette prise de conscience ne se traduit pas toujours dans nos manières d'habiter ou de produire. Si déni il y a, il relève d'une dynamique collective. Nos sociétés restent organisées autour d'un idéal d'abondance matérielle et de mobilités permanente alors que ce modèle a atteint ses limites. Ce n'est pas tant un problème de connaissance qu'une difficulté à assumer les conséquences de ce que nous savons déjà. On comprend aisément pourquoi : abandonner nos standards de confort et nos habitudes est douloureux. À moins que la canicule ne fasse fondre les dernières aspirations du thermo-capitalisme, ce processus ne va pas s'opérer tout seul. Alexandre Monnin souligne très justement qu'il est nécessaire de politiser le renoncement afin d'organiser le démantèlement des infrastructures les plus destructrices au lieu de le subir brutalement. Mais le renoncement n'est pas qu'une affaire de politiques publiques. Il suppose aussi un accompagnement culturel. Nous devons faire collectivement le deuil d'un mode de vie que nous aimons. C'est là, je crois, que les disciplines de l'architecture et du paysage pourraient jouer un rôle majeur en nous aidant à mieux comprendre les transformations sociales et environnementales à l'œuvre. Non à partir d'une esthétique de la consolation, mais en réorientant nos attachements vers d'autres paysages et d'autres manières d'habiter.

La Vie des idées : Lutter contre la chaleur urbaine, n'est-ce pas aussi prêter attention aux matériaux que l'on utilise ?

Philippe Simay : C'est précisément ce qu'avec Armelle Choplin, géographe, nous avons voulu montrer dans notre livre. Si les villes sont de plus en plus chaudes, ce n'est pas uniquement parce que le climat se réchauffe, mais parce que leur matérialité favorise le réchauffement. Le béton, l'acier, le verre et le bitume ont rendu possible une urbanisation désormais planétaire. Mais ces matériaux sont les plus carbonés et les plus énergivores. Ce sont eux aussi qui absorbent et relâchent le plus la chaleur, qui imperméabilisent les sols ou qui rompent les continuités écologiques. La canicule n'est pas seulement l'expression d'une crise climatique, mais également celle d'une crise matérielle des villes.

Face à ce problème, les matériaux biosourcés (bois, fibres végétales) et géosourcés (terre, pierre) représentent une alternative réelle. Les matières qui proviennent de la biomasse sont renouvelables et leur transformation comme leur mise en œuvre consomment moins d'énergie. De plus, grâce à leur capacité à stocker du carbone, elles présentent un bilan CO₂, nettement plus favorable. Quant à la terre crue, elle est le matériau le plus abondant de nos territoires. Rien qu'en France, les chantiers de construction et de travaux publics excavent près de 150 millions de tonnes de terre par an. Au lieu de la considérer comme un déchet, la terre est une ressource locale et gratuite dont les villes peuvent facilement disposer. Tous ces matériaux associés à une architecture bioclimatique et low tech permettent de construire des bâtiments confortables, bien isolés et sans climatisation artificielle. Et contrairement à une idée reçue, ils ne sont pas réservés à l'habitat vernaculaire. On construit **aujourd'hui** des logements collectifs ou des équipements publics en bois, terre et paille, mobilisant une grande variété de techniques dont certaines pourraient être appliquées à grande échelle. Mais attention, il ne s'agit pas de substituer un matériau à un autre, auquel cas, le bois comme la terre pourrait être mis au service d'un extractivisme vert. L'enjeu est moins de changer de matériaux que de régime matériel. Cela suppose d'abord de construire moins, de détruire moins, de maintenir les bâtiments existants en l'état le plus longtemps possibles et de nous sevrer de notre addiction au neuf.

La Vie des idées : En quoi cette lecture par les matériaux permet-elle de penser la ville autrement ?

Philippe Simay : Nous avons l'habitude de penser la ville en termes de formes, de fonctions ou d'usages. Mais la ville est avant tout une accumulation de matières, qui toutes racontent d'autres histoires. Un immeuble en béton n'est jamais qu'un immeuble. C'est du sable, extrait parfois à des milliers de kilomètres, du calcaire et de l'argile cuits à 1450° dans les cimenteries, des chaînes logistiques mondialisées, des normes techniques, des corps usés au travail, des capitaux et des écosystèmes altérés. Suivre la trajectoire des matières et des matériaux, de l'extraction à la destruction, permet de saisir l'épaisseur des relations cristallisées dans les bâtiments. La ville est moins une collection d'objets qu'un métabolisme au sein duquel des matériaux circulent, s'usent et parfois réapparaissent sous d'autres formes, reliant des territoires éloignés les uns des autres.

Depuis la crise de la « vache folle » ou celle de la dioxine dans les années 1990, nous assistons à une montée en compétence citoyenne sur les questions alimentaires,

avec de nouvelles formes de vigilance démocratique, comme en attestent les deux millions de signatures contre la loi Duplomb. Pourquoi n'en est-il pas de même pour les matériaux qui portent nos vies ? Les risques sanitaires, sociaux et environnementaux ne sont pas moins grands. Dans notre livre *Matériaux, un catalogue critique*, nous avons voulu repolitiser la relation aux matériaux. Choisir un matériau n'est jamais neutre. Construire en béton ou en paille, isoler en laine de verre ou en chanvre, c'est s'inscrire dans des régimes écologiques, des organisations du travail, des structurations du territoire et des relations aux êtres vivants profondément différentes. Que l'on soit habitant ou professionnel, ces choix nous engagent, y compris dans notre relation sensible au monde. Car les matières, comme le dit Gaston Bachelard, nous donnent « l'être de notre être, l'être de notre volonté ». Elles nous permettent de nous comprendre et de comprendre le monde. Plus que jamais, nous avons besoin de renouer le dialogue avec les matériaux de la vie, ceux qui garantissent des conditions d'habitabilité terrestre, pour envisager un autre futur. Et cela ne peut se faire qu'en les fréquentant et en les travaillant davantage.

***La Vie des idées* : Les préoccupations écologiques sont-elles fortes en architecture et dans le milieu des études urbaines, ou celles-ci sont-elles encore largement dominées par des objectifs de production ?**

Philippe Simay : Les deux dynamiques sont à l'œuvre. Les impératifs de production continuent de peser lourdement. Une très grande part du marché est organisée autour de la construction neuve, avec des objectifs de rendement. Il suffit pour s'en convaincre de regarder le nombre de démolitions prématurées d'immeubles structurellement viables, uniquement parce qu'il est économiquement plus rentable d'en construire de nouveaux. Tant que nous continuerons à faire du bâtiment un site stratégique d'accumulation du capital, nous ne sortirons pas de notre dépendance au neuf, c'est-à-dire aux matériaux et aux modes de vie les plus carbonés, tous fondés sur la déprédation des ressources, dont le coût social et écologique est considérable.

Cela étant, ces manières de penser et de faire la ville rencontrent de fortes oppositions. Dans les écoles d'architecture, sous la poussée des nouvelles générations, la réhabilitation de l'existant prend le pas sur la construction neuve. Les enseignements sur l'écoconstruction sont plébiscités. Les questions liées à l'eau, aux sols vivants, à la renaturation, portées de longue date par les paysagistes, sont désormais au cœur des préoccupations des architectes et des urbanistes. Cela témoigne

d'une évolution profonde des sensibilités. Le monde professionnel trouve lui aussi de nouvelles bases. Les métiers liés à la conservation, à la transformation et au réemploi de l'existant se sont développés. Les filières de la construction en bois, en terre ou en paille sont sorties de la phase expérimentale. Elles sont toutes structurées, disposent de savoir-faire éprouvés, avec une organisation du travail privilégiant l'emploi local, au plus près des territoires.

Aujourd'hui, il est vraiment possible de construire autrement. Alors qu'est-ce qui nous empêche de le faire ? L'obstacle principal est moins technique que culturel. Les modèles économiques du secteur de la construction et leurs cadres réglementaires, hérités de la Révolution industrielle, reposent encore sur le mythe d'une croissance infinie. Nombre d'habitants continuent également de confondre construction neuve et qualité, matériaux industriels et durabilité. L'enjeu est donc moins d'inventer de nouvelles techniques – contrairement aux fantasmagories du technosolutionnisme – que de transformer notre regard sur ce qui existe déjà et sur la nécessaire transformation de nos manières d'habiter.

La Vie des idées : La crise climatique invite-t-elle à repenser radicalement la manière d'habiter un monde qui, paradoxalement, s'avère de plus en plus fragile et de plus en plus hostile ?

Philippe Simay : La crise climatique ne se réduit pas aux questions de bilan carbone et de consommations énergétiques. Ces indicateurs sont indispensables, mais ils enferment l'écologie dans une logique comptable et performancielle. Nous risquons d'en oublier la question essentielle : que signifie habiter un monde dont les conditions-mêmes d'habitabilité se dégradent rapidement ? Pendant longtemps, habiter a signifié se protéger des contraintes d'un milieu, quitte à l'ignorer totalement. Ou à revendiquer une place comme étant la sienne à l'exclusion de tous les autres. Les canicules et les zoonoses mettent à mal cette conception égotique. Disons plutôt qu'habiter, c'est apprendre à partager un monde dans une situation de vulnérabilité et d'interdépendance commune. Cette redéfinition, à laquelle nous invitent des auteurs comme Anna Tsing ou Baptiste Morizot, a des conséquences très concrètes. Elle engage nos choix matériels et constructifs, elle implique de porter davantage attention à tout ce qui rend la vie possible avant d'y installer un bâtiment.

À ce titre, les approches biorégionalistes me semblent particulièrement fertiles. En invitant à penser les territoires à partir des bassins versants, et non des frontières

administratives, elles dessinent les contours d'une démocratie écologique ancrée dans les milieux dont les ressources ne sont pas dissociées de leurs limites écologiques.

Cette transformation ne doit pas reposer que sur un ensemble de contraintes ou d'injonctions. Personnellement, je ne crois pas à l'heuristique de la peur. La catastrophe ne suffit pas à faire naître un projet politique. Nous avons besoin d'un imaginaire capable de rendre désirable d'autres manières d'habiter. Les récits comptent autant que les techniques parce qu'ils nous restituent une puissance d'agir. Or rien n'est écrit. Nous vivons un moment de bascule anthropologique où d'anciennes formes de vie s'épuisent tandis que d'autres peinent encore à émerger. Mais nous pouvons glaner les expériences, les savoir-faire, les paroles et les gestes qui dessinent déjà en pointillé l'horizon d'un monde habitable.

Publié dans laviedesidees.fr, le 3 juillet 2026.